



# Les paysans racontent la soudure

***La situation des exploitations familiales de la région de Méckhé, au Sénégal, se dégrade sérieusement, avec comme signe marquant l'allongement de la période de soudure. Plutôt que de recourir à une expertise externe, l'Inter-Réseaux, SOS Faim et la Sidi ont fait le pari que les paysans eux-mêmes et les animateurs paysans les accompagnant (Union des groupements de producteurs de Méckhé ou UGPM) sont en mesure de décrire et de fournir des éléments d'explication de leurs propres situations, ainsi que de trouver des voies de solutions pour l'alléger. Cet article témoigne du travail mené par ces paysans de l'UGPM.***

## **Regards des anciens sur l'évolution de l'exploitation familiale**

*« Dembu lo bayul amoko » : Hier, tout ce que tu ne cultivais pas, tu ne pouvais en disposer*

Autrefois, l'exploitation familiale était sous l'autorité du chef de famille, unique gestionnaire des biens familiaux. Il avait le devoir de mettre en confiance tous les membres de la famille dont il était craint, écouté et respecté. La famille ne comptait alors que sur les activités agricoles pour son alimentation. Durant

## Méthodologie de travail des paysans de l'UGPM

Le travail est fondé sur la parole des ruraux, les témoignages vécus de paysans, hommes ou femmes, de tous âges, de familles situées dans la zone d'intervention de l'UGPM. L'UGPM a été appuyée par la Sidi et l'ISRA, qui n'ont joué qu'un rôle d'interface pour aider le groupe dans la réflexion, en veillant à ne pas influencer le contenu même des débats.

les périodes difficiles, des produits cueillis alentour venaient en complément : feuilles d'arbres, d'arbustes et d'herbes (*Mboum, Caxat, Nakadioré, Ndour*), feuilles et tourteaux d'arachide ou du *goor*.

« *Tay, mbyala ak lenene, Mbay ak lijente ak pekkhe* » : Aujourd'hui, c'est l'agriculture et autre chose, l'agriculture, la débrouillardise et les stratégies

Aujourd'hui, il y a effritement de l'autorité du chef de famille et de sa capacité à gérer l'exploitation. Pour l'alimentation de la famille, on ne peut compter sur l'agriculture qu'un tiers de l'année seulement, du fait, entre autres, des faibles rendements de mil et de la baisse du prix de l'arachide. Le reste de l'année, en plus des activités agricoles, il faut se débrouiller, développer d'autres activités. Paradoxalement,

les anciens notent qu'en dépit de l'augmentation des revenus, la pauvreté gagne du terrain en milieu rural.

### La soudure, c'est le trou

Autrefois, la soudure correspondait à la période durant laquelle les greniers étaient vides. Aujourd'hui, en période de soudure, les greniers et les réserves financières accumulées à partir d'autres activités sont épuisés : le producteur a fini ses récoltes et il n'a plus d'argent.

La durée de la soudure varie d'une année à l'autre, suivant les revenus agricoles et autres rentrées financières. En 2002, pour certaines familles, elle a duré de début février jusqu'à

début octobre. Les paysans perçoivent la soudure comme la période où les pauvres deviennent encore plus pauvres, et où les non-pauvres peuvent à tout moment à tomber dans la pauvreté, « dans le trou ».

### Regards paysans sur les effets de la soudure

Pour les paysans, les effets de la soudure se manifestent notamment par :

- le recours accru au crédit d'hivernage, en nature ou en espèces, auprès de commerçants, avec mise en gage des terres, des équipements agricoles ou des bijoux des femmes ;

- l'endettement des paysans auprès des commerçants usuriers (parfois, des paysans « dans le trou » vendent plusieurs fois la récolte à l'avance, « *Am Xay* » : les taux ont un goût amer) ;

- l'appauvrissement des populations rurales ;
- la sous-alimentation et la malnutrition, en particulier des femmes et des enfants (stratégie de *Gobor diassi* : ne préparer que deux repas quotidiens, voire un seul, au lieu de trois) ;

- le recours à des activités pouvant fragiliser la famille : absence fréquente du chef de famille, diminution de la force de travail sur l'exploitation, exode rural et migration ;



- un individualisme croissant, une solidarité moindre et l'éclatement de la cellule familiale.

## Regards paysans sur les causes de la soudure

Les paysans soulignent différents éléments contribuant aux problèmes de soudure, certains liés à des facteurs internes aux familles et à leurs exploitations, d'autres liés plutôt à l'environnement général de la production. Ils évoquent en particulier :

- le déficit en facteurs de production (absence et vieillissement de la main-d'œuvre, vétusté du matériel agricole, mauvaise qualité des semences, morcellement du foncier) ;

- les problèmes de gestion et de choix de production (prédominance des cultures de rente, absence de diversification) ;

- les faibles rendements, la disparition des greniers traditionnels ;

- la difficile vente de l'arachide, principale culture de rente dans la région (la filière est confrontée à d'énormes difficultés, « l'arachide ne permet plus de couvrir les besoins les plus élémentaires ») ;

- les problèmes de gestion de terroir villa-geois (plus d'espace pour l'élevage, clôtures) ;

- l'irrégularité des sources de revenus externes ;

- la dégradation de la cohésion sociale, l'endettement des familles suite aux cérémonies...

Et, de façon plus générale, les problèmes de santé humaine, les calamités naturelles, la baisse de la pluviométrie, la dégradation de la fertilité des sols ; et l'absence de politique agricole cohérente et adaptée aux réalités du monde rural...

## L'évolution du conseil aux exploitations

Le conseil aux exploitations était assuré jusqu'au début des années 1980 via des sociétés liées à l'État qui s'occupaient de commercialisation de la production, de fourniture de crédit (en nature) et d'équipements. Si les paysans soulignent les avantages de ce système (maîtrise technique des cultures d'arachide et du mil, accès aux crédits en intrants et équipements), ils en pointent aussi les limites :

- conseil minimisant les cultures céréalières au profit des cultures de rente et incitant à augmenter les surfaces en arachide ;

- conseil incitant à un usage poussé des

engrais chimiques, l'extension de la monoculture, la mécanisation agricole, ce qui entraîne déboisement et dégradation de l'environnement ;

- conseil ne s'intéressant pas à tous les segments de la filière, mais uniquement à la production ;

- conseil sectoriel et limité aux seules activités agricoles, ne prenant pas en compte les autres activités du paysan ;

- démarche dirigiste et non participative, ne prenant pas en compte les savoirs paysans, et ne permettant pas un conseil adapté aux réalités paysannes ;

- encadrement ciblant essentiellement les gros producteurs, laissant de côté les démunis.

## Stratégies d'hier et d'aujourd'hui

Face à la soudure, les paysans multiplient les stratégies, individuelles ou collectives, locales ou mettant en jeu des personnes éloignées physiquement du village :

- recours à des variétés de semences précoces (niébé, mil, courge) ;

- extension des cultures vivrières (manioc, mil, niébé, oseille, jardin derrière la maison) à la place de l'arachide, trop coûteux (« dès les premiers sarclages, on s'endette en espérant payer à la prochaine récolte de mil, à un taux usurier mortel ») ;

- épargne sous forme d'animaux : « l'animal peut continuer à produire alors que l'argent reste sur place, et on peut le vendre aux moments difficiles » ;

- diversification des sources de revenu : transformation de produits, artisanat, petit commerce (les activités des femmes sont souvent financées via des tontines ou caisses de base) ;

- tentatives pour renforcer la solidarité communautaire (champ collectif, banque de céréales, demande d'appui à des proches plus nantis) ;

- mobilisation de parents éloignés, fonctionnaires en ville ou émigrés, pour recevoir de l'argent ou des produits en nature (riz, poisson séché, habits) ;

- exode durant la saison sèche vers des zones de pêche ou les grandes villes...

Pour suppléer au retrait brutal de l'État et de ses services dans les années 1980, les paysans ont mis en place des groupements paysans, dans l'objectif de résoudre ensemble les problèmes, organiser des formations, des systèmes d'épargne-crédit adaptés, d'assurer l'in-

terface entre producteurs, État et bailleurs de fonds. Cependant, les moyens, capacités techniques et financières, sont limités.

## Regards paysans sur le futur

Pour l'avenir, les paysans demandent une nouvelle vision de l'économie rurale, en particulier une vision qui ne se limite pas aux seuls produits agricoles mais qui s'adresse aussi au producteur, avec la diversité de ses productions, sa famille, son territoire et la diversité d'acteurs.

Globalement, le regard paysan sur l'avenir pourrait être optimiste, aux conditions suivantes :

- apporter des améliorations techniques agronomiques (semences de qualité, fertilisation raisonnée) et financières (développer un système de crédit adapté à de faibles taux, mise en place de fonds de calamité et de sinistre) ;

- améliorer la valeur ajoutée des produits (transformation, marché plus fiable) et diversifier les activités agricoles ou non agricoles (l'accessibilité au marché conditionne souvent les opportunités d'activités plus importantes et ce pour tous les âges) ;

- avoir accès à l'information, la formation et à un conseil large sur les activités rurales, et pas seulement sur les activités agricoles : les besoins des paysans sont aussi extra-agricoles. Le conseil se doit d'être global et rapproché, de façon à prendre en compte les savoirs et les besoins des paysans. Il doit aller jusqu'aux familles et toucher plus de producteurs ;

- donner des perspectives aux jeunes, car aujourd'hui ils ne voient pas d'avenir dans l'agriculture (ils rêvent d'émigrer eux aussi) ;

- renforcer la famille comme espace de concertation et de dialogue entre ses membres ;

- renforcer le rôle des OP : celles-ci ont beaucoup investi dans le domaine politique et social ; il faudra qu'elles prouvent qu'elles peuvent être des acteurs économiques incontournables : sans se désolidariser de leur base et en alliance avec les autres acteurs, jouer leur rôle dans la définition des politiques agricoles, foncières, de développement local et de préservation de l'environnement. ■

**Cheikh Omar Ba**

directeur du bureau d'analyses macro-économiques, ISRA